

## **Population et croissance économiques : un aperçu historique des idées et des théories démo-économiques**

### **Population and economic growth: a historical overview of demo-economic ideas and theories**

**Mohamed MOUNIB, (Doctorant en sciences économiques)**  
*Laboratoire de recherche en économie, gestion management des affaires*  
*Faculté d'économie et de gestion*  
*Université Hassan 1<sup>er</sup> de Settat, Maroc*

**Brahim DINAR, (Enseignant chercheur)**  
*Laboratoire de recherche en économie, gestion management des affaires*  
*Faculté d'économie et de gestion*  
*Université Hassan 1<sup>er</sup> de Settat, Maroc*

<b>Adresse de correspondance :</b>	Laboratoire de recherche en économie, gestion management des affaires Faculté d'économie et de gestion Université Hassan 1er de Settat, Maroc Km3, Route de Casablanca, Settat, 26000 Settat. Maroc feg.settat@uhp.ac.ma
<b>Déclaration de divulgation :</b>	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.
<b>Conflit d'intérêts :</b>	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
<b>Citer cet article</b>	MOUNIB, M., & DINAR, B. (2022). Population et croissance économiques : un aperçu historique des idées et des théories démo-économiques. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 3(2-1), 100-119. <a href="https://doi.org/10.5281/zenodo.6380325">https://doi.org/10.5281/zenodo.6380325</a>
<b>Licence</b>	<b>Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND</b>

Received: February 02, 2022

Published online: March 31, 2022

## **Population et croissance économiques : un aperçu historique des idées et des théories démo-économiques**

### **Résumé :**

Les questions démographiques ont été toujours au centre de préoccupation des économistes et des hommes politiques. L'histoire de la pensée économique nous montre que la quasi-totalité des théoriciens de la science économique s'est intéressée aux effets de la croissance démographique sur la croissance économique. Leurs travaux ont donné naissance à une large gamme d'analyses qui peuvent être regroupées dans trois courants. Un courant nataliste (populationniste) pour qui la croissance démographique stimule la croissance économique, un courant antinataliste (pessimiste) pour qui la croissance démographique freine la croissance économique et un troisième courant (neutre) qui nie l'existence des relations de causalité entre variables démographiques et économiques.

L'opposition entre malthusiens et nataliste continue de structurer nombre de débats sur les effets des dynamiques démographiques. La nature de la relation entre les variables démographiques et la croissance économique est vraisemblablement causale avec un effet de rétroaction. Elle relève plutôt du concept de système en ce qu'il existe des inputs et des outputs dont les rôles changent avec le temps. Les implications économiques des changements démographiques sont incontestablement les sujets qui ont reçu plus d'attention. Dans cet article, nous essayons de présenter, suivant un classement chronologique, les théories de la population développées par les différentes écoles de pensée économique ainsi que les effets négatifs ou positifs des changements démographiques sur la croissance économique. En effet, les idées divergentes sur les situations démographiques ont contribué à la formulation d'importantes théories démo-économiques. Parmi celles-ci, les plus importantes sont : les réflexions pré-malthusiennes sur la population, la théorie malthusienne et les théories post-malthusiennes.

**Mots clés :** Population, croissance démographique, croissance économique.

**Classification JEL:** J11, B10, O50

**Type de l'article:** Article théorique

### **Abstract:**

Demographic issues have always been a central concern for economists and politicians. The history of economic thought shows that almost all economic theorists have been interested in the effects of population growth on economic growth. Their writings gave rise to a wide range of analyzes that can be grouped into three currents. A pro-natalist current (populationist) for which demographic growth stimulates economic growth, an anti-natalist current (pessimistic) for which demographic growth slows down economic growth and a third current (neutral) which denies the existence of causal relationships between demographic and economic variables.

The opposition between Malthusians and natalists continues to structure many debates on the effects of population dynamics. The nature of the relationship between demographic variables and economic growth is likely to be causal with a feedback effect. Rather, it falls under the concept of a system in that there are inputs and outputs whose roles change over time. The economic implications of demographic change are undoubtedly the topics that have received the most attention.

In this article, we attempt to present in a chronological order the theories of population developed by the different schools of economic thought as well as the negative or positive effects of population changes on economic growth. Indeed, divergent ideas about demographic situations have contributed to the formulation of important demo-economic theories. Among these, the most important are: pre-Malthusian thinking on population, Malthusian theory and post-Malthusian theories.

**Keywords:** Population, Population growth, economic growth.

**JEL Classification:** J11, B10, O50

**Paper type:** Theoretical Research

## 1. Introduction

L'étude des interrelations entre changements démographiques et économiques vise deux volets complémentaires : l'étude des effets des phénomènes démographiques sur les variables économiques et celle des déterminants économiques des évolutions démographiques. La littérature économique existante a beaucoup penché sur le premier thème en cherchant à examiner les conséquences économiques de la croissance ou de la décroissance de la population (Blanchet, 1991).

Depuis que Malthus a avancé, vers la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, ses conclusions pessimistes sur l'accroissement respectif de la population et des subsistances, un débat a persisté sur la relation entre la croissance démographique et la croissance économique.

Nombreux sont les théoriciens qui se sont intéressés aux interactions entre les questions démographiques et les variables économiques (Barro, 1996; Basu & Basu, 2014; Becker et al., 1990; Bloom & Canning, 2008; Boserup, 1985; Brander & Dowrick, 1994; Ehrlich, 1968; Kelley & Schmidt, 2005; Kuznets, 1967; Mason, 1988; World Bank, 1984).

Les auteurs peuvent être classés en trois courants. Le courant pessimiste qui considère que la surpopulation exerce une pression sur les ressources naturelles, freine les épargnes et l'accumulation de capital, et constitue de ce fait un écueil à la croissance économique (Ehrlich, 1968; Malthus, 1798) entre autres. Le courant populationniste quant à lui, considère qu'une forte croissance démographique exerce une « pression créatrice » et stimule ainsi la productivité : l'accroissement démographique serait à l'origine de la croissance économique (Boserup, 1985; Kuznets, 1967) et bien d'autres. Enfin, un courant « neutre » qui estime qu'il n'existe pas de preuves solides pour confirmer que la croissance de la population favorise ou pénalise la croissance économique (Bloom & Freeman, 1986; Kelley & Schmidt, 2005) entre autres.

Favoriser la croissance économique est un objectif des plus prioritaires pour tous les pays. Cela implique l'identification des contraintes et des ressources qui conditionnent la réalisation d'un tel objectif. L'existence des ressources humaines qualifiées et compétentes accélère, certes, la croissance économique, mais le poids de la population d'un pays peut être aussi un frein à cette même croissance économique. Les relations entre cette dernière et le niveau de la population ne sont donc pas de tout évidentes, de plus le niveau d'interactions diffère d'un territoire à un autre.

Traversant l'histoire de développement économique des pays sous l'angle démographique, cette thématique se renouvelle constamment d'autant plus qu'elle suscite un large éventail de problématiques. Avant d'entamer le traitement de telles problématiques, il convient au chercheur de faire un premier survol des idées démographiques forgées par les différents courants de pensée au cours de l'histoire de l'humanité. La littérature économique à ce sujet est très abondante, l'objet de cet article est de présenter quelques théories démo-économiques sélectionnées susceptibles d'apporter quelques éclaircissements aux questionnements relatifs aux interactions entre population et croissance économique. Nous proposons à cette fin, sans prétendre à l'exhaustivité, une synthèse des doctrines démo-économiques les plus influentes.

Pour ce faire, nous poursuivons une logique chronologique pour introduire les différents courants de pensée économique et leurs apports dans l'analyse de la question démographique. L'accent sera mis sur les travaux de certains auteurs vu la qualité et l'influence de leurs écrits. C'est le cas par exemple du principe de population introduit par Malthus qui a créé et continue de créer des controverses considérables.

Après cette brève introduction, nous nous proposons d'évoquer dans la seconde section les idées et les doctrines démographiques antérieures à la naissance de principe de population du Malthus. La troisième section quant à elle, s'attachera à exposer l'apport de Malthus et les théories démo-économiques qui lui sont postérieures. Enfin, une conclusion générale au terme de cette contribution.

## 2. Les doctrines démographiques avant Malthus

### 2.1. Les doctrines les plus anciennes

Les conséquences des changements démographiques ont très tôt préoccupé les groupements humains. Le besoin de connaître et de maîtriser le nombre des hommes dans une cité remonte à l'Antiquité.

#### 2.1.1. Les précurseurs

Dès l'Antiquité, des philosophes se sont intéressés à la question de la croissance démographique en explorant ses inconvénients et ses bienfaits sur la cité, tout en proposant aux gouverneurs des mesures adéquates pour assurer la survie et la prospérité du groupe.

**Hammourabi** (1810-1750 av. J.-C), un roi de Babylone, mais aussi un grand législateur a qui on doit le plus ancien code juridique connu, avait un souci de maintenir une population en progression. Beaucoup des dispositions de son Code étaient explicitement pro-natalistes, à l'instar de l'autorisation accordée à un homme d'avoir une concubine si sa femme n'est pas féconde. Ce populationniste a été notamment motivé par des préoccupations militaires, la taille de l'armée dépend directement de la taille de la population, augmenter cette dernière et l'entretenir était une priorité. Les gouvernants babyloniens sont donc pour une population nombreuse et un taux de croissance démographique élevé afin d'assurer l'augmentation du pouvoir de l'État.

**Confucius** a vécu en Chine de 555 à 479 av. J.-C. Sa philosophie et celles de ses disciples ont profondément marqué l'histoire de l'Empire chinois. Le Confucéisme a toujours vu l'impact moral et social de ses recommandations aussi bien sur le plan individuel (mariages, naissances, etc.) que sur le plan collectif (politiques de population, rôles des gouvernants, etc.) (Gay-Sterboul, 1974). Les idées démographiques de Confucius s'inscrivent dans la ligne populationniste. Si la population est nombreuse, son travail assurera la puissance de l'empire, la richesse du pays et le bien-être de tous les habitants. L'homme peut avoir une épouse et des concubines. La descendance masculine est fortement valorisée, cela pousse les couples à mettre au monde plusieurs enfants pour pouvoir survivre plus de garçons vu la forte mortalité infantile. Pour mieux gérer les ressources et les besoins de l'empire, Confucius préconise de faire des dénombrements périodiques de la population avec une grande précision : âge, sexe, métier, classe sociale, etc. (Vilquin, 2006).

**Platon** (428-348 av. J.-C) et **Aristote** (384-322 av. J.-C), deux grands philosophes grecs, souhaitent une population stationnaire. Leurs raisons sont beaucoup plus d'ordre politiques et sociales qu'économiques (Stangeland, 1904). Ils raisonnent sur la base d'un État-cité et préfèrent un optimum de population. Afin de rétablir l'ordre dans la cité d'Athènes, Platon dans son ouvrage *Les lois* préconise de limiter la croissance démographique, la polygamie est interdite, un seul héritier a le droit d'exploiter la terre et le nombre des chefs de famille dans la cité ne doit pas dépasser 5040 citoyens. Les esclaves ne sont pas concernés par la limitation des naissances (Roussel, 1980). De son côté, Aristote dans son livre *La politique* plaide pour un optimum de population dans la cité afin de faciliter sa gouvernance et d'empêcher la constitution d'une classe pauvre. Il faut donc, pour lui, limiter l'accroissement de la population et il va jusqu'à envisager l'avortement, l'infanticide, la sélection des conjoints, la fixation de l'âge du premier mariage comme moyens pour éviter tout excès de population (Roussel, 1980).

**Auguste** (63 av. J.-C – 14 ap. J.-C), premier empereur romain, avait des difficultés pour recruter des officiers de souche romaine et de constituer une armée capable d'entretenir un empire en rapide expansion. Pour lui, une population nombreuse est une source de puissance et de pouvoir. Ses besoins en hommes les ont poussés à édicter des lois favorisant les mariages et les naissances et pénalisant le célibat. Ainsi, les couples ayant plus de trois enfants sont dotés de privilèges. A l'opposé, ceux ayant moins de trois enfants et ceux sans descendance, les divorcés

et les veufs non remariés et les célibataires sont tous financièrement pénalisés. L'adultère est sévèrement sanctionné et le concubinage automatiquement légalisé (Stangeland, 1904). Ceci étant, les idées démographiques remontent à la nuit des temps. La défense du territoire, l'organisation de la production et la répartition des richesses ont créé le besoin de dénombrer les hommes et éventuellement de réguler la population chez toutes les sociétés humaines. La réflexion démographique ne peut donc se soustraire aux pratiques et mesures démographiques anciennes et aux apports philosophiques, voire théologiques.

### 2.1.2. Les apports des religions monothéistes

Les prescriptions démographiques des trois grandes religions monothéistes se rapprochent par leur populationnisme avéré. Judaïsme, christianisme et Islam appellent leurs fidèles à être féconds comme le montrent les textes sacrés ci-dessus :

**Pour le judaïsme :**

« *Soyez féconds et multipliez-vous, remplissez la terre* » (Gn 1, 28 du Livre de la Genèse).

« *Je multiplierai ta descendance comme la poussière de la terre [...] Je te rendrai fécond à l'extrême [...] Je m'engage à te bénir et à faire proliférer ta descendance autant que les étoiles du ciel et le sable au bord de la mer* » (Gn 13, 16 ; 17, 6 ; 22, 17 de la Genèse).

**Pour le christianisme :**

« *Un peuple nombreux est l'honneur d'un roi, mais la dépopulation est la perte d'un prince* » (Pr 14, 28 de la Bible).

« *la couronne des grands-parents, c'est leurs petits-enfants* » (Pr 17, 6 de la Bible).

**Pour l'Islam :**

« *Et ne tuez pas vos enfants par crainte de pauvreté, c'est Nous qui attribuerons leur subsistance, tout comme à vous. Les tuer, c'est vraiment un énorme péché* » (verset 31 de Sourate Al Israa, Saint Coran).

« *Jeunes gens, épousez des femmes aimantes et fécondes ; ainsi vous ferez nombre avec moi devant les autres nations, au Jour de la Résurrection* » (Hadith du prophète Mohammad).

Les livres saints contiennent de nombreux versets qui incitent les hommes au mariage et à la procréation. Le célibat volontaire est mal vu, les mariages à des âges précoces sont sollicités et les remariages encouragés (la chasteté étant un devoir religieux), les familles nombreuses jouissent d'un statut tout à fait favorable et les pratiques comme l'avortement ou l'infanticide sont fortement condamnées (Vilquin, 2006).

Les sociétés du Moyen Âge, largement influencées par les préceptes religieux, valorisent une population nombreuse et croissante, source de pouvoir et de prospérité. Dans ces sociétés qui sont patriarcales pour la plupart d'elles, le rang social d'un chef de foyer est largement déterminé par le nombre de personnes à charge. De plus il est considéré comme essentiel d'avoir des descendants masculins pour porter et pérenniser le nom de la famille et accomplir les rites religieux relatifs aux funérailles (Stangeland, 1904).

### 2.2. Les idées démographiques d'Ibn Khaldoun

**Ibn Khaldoun** (1332-1406) est un penseur musulman qui a écrit dans de nombreux sujets, y compris la prospérité et le déclin des nations dans son célèbre ouvrage *La Muqqadima*. Ses apports en matière de la réflexion démographique méritent d'être abordés dans cette thèse. Si la sociologie d'Ibn Khaldoun a profondément été étudiée ces dernières années, ses contributions économiques et démographiques ont fait l'objet de moins d'analyses et de synthèses (Rodinson, 1965).

Les idées démographiques khaldouniennes se déduisent de la théorie cyclique développée par l'auteur et qu'il l'a baptisée la « *science de la sociabilité humaine* ». Cette théorie cherche à expliquer les fluctuations économiques, démographiques, politiques et autres fluctuations qui caractérisent une société ou une nation. Signalons au départ que la densité de la population

permet, selon Ibn khaldoun, une meilleure affectation des ressources, une division accrue du travail et une amélioration de la sécurité intérieure et extérieure, tous ces éléments se répercutent favorablement sur le niveau de vie de la population et sur la qualité des institutions politiques. Il pense que la spécialisation dans la société, engendrée notamment par une forte densité de la population, est essentielle pour la prospérité. Ses travaux sur ce sujet ont inspiré les idées d'Émile Durkheim sur l'importance de la spécialisation dans la société (Issawi, 1987). Autre apport démographique d'Ibn Khaldoun est l'analyse qu'il a faite des interrelations qui existent entre la richesse d'une société et sa population. L'histoire d'une société cyclique, c'est une succession des phases de prospérité et de décadence. Dans la phase ascendante du cycle, la population est croissante et nombreuse. En effet, la stabilité politique favorise la sédentarisation et l'augmentation des richesses créées et par ricochet un bon climat social s'installe. Ces facteurs stimulent la natalité et agissent à la baisse sur la mortalité ce qui engendre une augmentation de la population. Cette phase de prospérité prendra fin lorsque des pratiques de mauvaises gouvernances règnent (dépenses excessives de luxe, augmentation des impôts, lourdeurs administratives, etc.), c'est donc le début de la phase descendante dont les caractéristiques sont : le déclin politique, la dépression économique et la dépopulation (baisse de la fécondité suite aux conditions défavorables, augmentation de la mortalité et de l'émigration) (Chapra, 2008). Cette décadence ouvre grandes les portes à de nouveaux gouvernants pour entreprendre un nouveau cycle où la civilisation sera à son apogée avant de chuter.

L'apport démographique d'Ibn Khaldoun reste assez général et ne se relie pas à une analyse scientifique de la population. Mais, il va trouver des compléments dans les doctrines économiques et politiques développées par les mercantilistes et les physiocrates à partir de la seconde moitié du XV<sup>e</sup> siècle.

### **2.3. Les mercantilistes et les physiocrates**

Les profonds bouleversements politiques et économiques qu'a connus le monde vers la fin du XV<sup>e</sup> siècle et celle du XVIII<sup>e</sup> siècle ont enrichi les doctrines économiques avec l'apparition notamment des doctrines mercantilistes et physiocrates.

#### **2.3.1. Le populationnisme des mercantilistes**

Développé en Europe occidentale aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, le mercantilisme est une doctrine économique et surtout politique qui a « *pour préoccupation essentielle de trouver les moyens par lesquels un État peut se procurer de l'or et de l'argent, considérés comme la première des richesses.* » (Barre, 1969). La puissance d'un État est associée à la quantité des richesses qu'il possède. Pour obtenir ces dernières, les mercantilistes insistent sur l'augmentation des exportations des produits manufacturés qui rapportent beaucoup d'or et d'argent. Une population nombreuse est donc nécessaire, non seulement pour faire face aux besoins des guerres, mais aussi pour assurer le développement des activités industrielles. En effet, plus la population est importante, plus élevée sera la main-d'œuvre dont l'agriculture n'aura pas besoin et qui pourra donc être employée dans les manufactures. Les politiques démographiques devraient, à cet effet, encourager les mariages et les naissances nombreuses, favoriser l'immigration surtout celle des ouvriers de manufactures et faire obstacle à l'émigration, sauf celle destinée à peupler les colonies (Vilquin, 2006).

D'après **Nicolas Machiavel** (1469-1527), l'un des théoriciens de l'absolutisme monarchique, « *l'État doit être riche et les citoyens pauvres* » (*Histoires florentines, 1520-1526*). La grandeur nationale est conditionnée à une population nombreuse qui servira de force politique et militaire du prince.

Pour **Jean Bodin** (1530-1596), « *il n'y a richesses ni forces que d'hommes* » (*les six livres de la république, 1576*). Il estime qu'une population nombreuse valorise le pays, de ce fait il est contre l'émigration surtout celui des artisans français (Spengler, 1942). Bodin ne craint pas une

insuffisance des ressources ; une bonne exploitation des terres agricoles permettra d'écartier les risques de la famine et au pire des cas, l'État peut toujours recourir à l'importation des denrées alimentaires. « *Il ne faut jamais craindre qu'il y ait trop des sujets, trop de citoyens* » (*les six livres de la république*, 1576), affirme Bodin. Pour lui, l'accroissement démographique ne peut être qu'une source d'enrichissement de l'État.

**Antoine de Montchrestien** (1575-1621) en penseur autarciste, voit dans la surpopulation une nécessité pour empêcher les étrangers de s'installer en France. Pour lui, la plus grande richesse est incontestablement dans les hommes :

« *La moindre des provinces de la France fournit à vos Majestés ses blés, ses vins, [...], son pastel, la rendant plus riche que tous les Pérous du monde... Mais de ces grandes richesses, la plus grande, c'est l'inépuisable abondance de ses hommes, qui les saurait ménager.* » (*Traité de l'économie politique*, 1616). (Cité par Dumont, 1992)

**Jean Baptiste Colbert** (1619-1683), ministre de Louis XIV de 1665 à 1683 et fervent défenseur du mercantilisme industriel, n'a pas épargné d'effort pour stimuler la croissance démographique de la France. Son édit de 1666 était une vraie politique démo-économique. En effet, afin d'encourager l'industrialisation du pays et les exportations, il n'a pas hésité à déployer plusieurs mesures populationnistes : encouragement des mariages précoces par des exemptions fiscales aux couples mariés avant l'âge de 20 ans, distribution des pensions aux familles nombreuses, limitation du nombre du personnel religieux pour agir à la baisse sur le célibat religieux, etc. Des mesures similaires ont été mises en vigueur dans les colonies canadiennes de la France (Overbeek, 1973).

Pour **Giovanni Botero** (1540-1617), la force de l'État émane de sa population nombreuse et de la supériorité des activités industrielles sur l'agriculture. Dans son ouvrage intitulé *des causes de la grandeur des villes* (1593, réédité en 1930), il pensait que la croissance de la population s'explique par deux facteurs : la capacité de l'espèce humaine à se reproduire et à se multiplier (*virtus generativa*) et le facteur économique à travers le niveau des denrées alimentaires disponibles (*virtus nutritiva*). L'idée de Botero est que le premier facteur l'emporte naturellement sur le second, toutefois la population ne peut s'accroître au-delà du niveau permis par les denrées alimentaires disponibles (Vilquin, 2006). A la différence des autres auteurs mercantilistes, il estimait que la croissance démographique est plafonnée et qu'au cours des 3000 années qui avaient précédé le siècle où il a vécu, aucune modification significative n'a touché la taille de la population mondiale. Les subsistances alimentaires fournies aussi bien par l'agriculture nationale que par les importations sont limitées. L'État qui désire augmenter sa population doit donc agir à la hausse sur la quantité produite des denrées alimentaires, d'où la place primordiale de l'agriculture dans l'économie et c'est d'ailleurs l'idée centrale défendue par l'école physiocrate.

### 2.3.2. L'idéal démographique des physiocrates

À partir de la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, certains auteurs, Français pour la plupart d'eux, rejettent les idées mercantilistes qui favorisent l'accumulation des métaux précieux, l'industrie et le commerce international. Ces auteurs, regroupés sous ce que l'on appelle *les physiocrates* estiment que seule l'agriculture est la véritable source de richesse étant donné qu'elle restitue plus qu'on ne lui donne (*produit net*), les autres activités sont stériles dans la mesure où elles se contentent de transformer les biens sans dégager de surplus. François Quesnay, chef de file de l'école physiocrate énonce dans ses *Maximes générales du gouvernement économique d'un royaume* (1758) :

« *Que le souverain et la nation ne perdent jamais de vue que la terre est l'unique source de richesses ; et que c'est l'agriculture qui les multiplie.* » (Cité par Dumont, 1992).

Les physiocrates ont fondé leurs pensées sur la notion d'*ordre naturel* : l'économie est régulée par des lois naturelles efficaces et harmonieuses. De ce fait, ils s'opposent à l'intervention

étatique pratiquée par les mercantilistes. Dans ces conditions, les physiocrates sont généralement favorables à une forte croissance démographique à condition que la production agricole soit élevée et suffisante pour répondre aux besoins d'une population nombreuse.

**Richard Cantillon** (1680-1734) en mercantiliste critique, a posé les jalons de la pensée physiocrate. Ses travaux ont notamment cherché à expliquer les déterminants de la population. Selon lui, la théorie du peuplement et la théorie de l'enrichissement sont inséparables. En premier lieu, c'est la quantité des subsistances qui détermine le nombre des hommes ; il avance dans son *Essai sur la nature du commerce en général* publié à titre posthume en 1755 et réédité en 1952 par l'INED que « *tout nombreux que sont les habitants de la Chine, ils se proportionnent nécessairement aux moyens qu'ils ont de subsister* ». En second lieu, le mode de vie permet à la population d'être plus au moins nombreuse. Une manière de vivre plus frugale permettra de nourrir un nombre élevé des hommes tandis qu'un mode de vie plus luxueux conduira à un faible nombre d'habitants. En troisième lieu, le comportement des propriétaires terriens, seule catégorie sociale indépendante, influe sur le niveau de population. Moteur de la croissance économique, les propriétaires fonciers contrôlent le niveau de subsistances produites, et par ricochet le volume de la population à travers l'affectation qu'ils donnent à leurs ressources. En somme, le niveau de la population est déterminée par la quantité de subsistance dont dispose le pays. Cantillon estime finalement que si l'agriculture est incapable de répondre aux besoins de la population ou si ses rendements sont décroissants, le pays peut faire appel à l'importation d'autres produits alimentaires en échange des produits manufacturés (Landry, 1949).

**François Quesnay** (1694-1744) s'est intéressé à la relation entre population et richesse. Selon lui, « *l'augmentation de richesse assure l'augmentation de la population* » (*Maximes*). Il s'oppose aux mercantilistes en ce que la richesse ne vient pas d'une population nombreuse, mais de l'agriculture et que l'enrichissement du pays passe par la liberté de production et d'échanges (laisser faire, laisser passer). Les questions de population n'ont pas une place spécifique dans les travaux de Quesnay, il estime que la population se règle d'elle-même sur le niveau de la production agricole. Il n'est donc pas nécessaire de mettre en œuvre des mesures spécifiques pour encourager l'accroissement démographique étant donné que « *la propagation [de la population] n'a de bornes que celle de la subsistance* » (Quesnay, 1751). Quesnay distingue trois classes : les propriétaires fonciers qui détiennent la terre, les paysans qui la travaillent et enfin la classe stérile constituée de tous les autres citoyens occupés dans d'autres activités outre que l'agriculture (artisans, ouvriers de manufactures, employés de services, etc.). C'est la classe des propriétaires terriens qui est la plus importante, l'économie a besoin d'un nombre élevé de riches cultivateurs possédant du capital qui doit être investi dans le développement de l'agriculture. Le capital étant indispensable à l'amélioration de la productivité de l'agriculture, Quesnay préfère un nombre faible de riches cultivateurs au beaucoup d'agriculteurs sans capitaux.

**Victor de Mirabeau** (1715-1789), le très populationniste des physiocrates s'oppose à Quesnay et rejoint Bodin pour dire que la population est une source de richesse. « *Tant vaut l'homme, tant vaut la terre, dit un proverbe bien sensé... Si l'homme est nul [au sens quantitatif], la terre l'est aussi.* », a-t-il écrit dans *L'ami des hommes* (1756). Mirabeau estime que les rapports entre richesse et population sont réciproques. Les hommes sont nécessaires pour améliorer les rendements agricoles, du même une bonne politique agricole entraînera mécaniquement un accroissement démographique, sans aucun inconvénient. Population et subsistances vont de pair à condition que l'activité agricole bénéficie du travail des hommes et de leur expérience (Dumont, 1992). Quelles sont donc les causes du dépeuplement de l'Europe, déploré par Mirabeau il faut le signaler ? Selon lui, les causes de la dépopulation ne sont pas le célibat ou les guerres comme avancées par Montesquieu, mais « *c'est la décadence de l'agriculture d'une*



*part, le luxe et le trop de consommation d'un petit nombre d'habitants, qui sèche dans la racine le germe de nouveaux citoyens » (L'ami des hommes, 1756).*

En général, les analyses des physiocrates s'inscrivent beaucoup plus dans le cadre d'une politique agricole que dans le cadre d'une politique de population. À l'opposé des mercantilistes qui cherchent un État puissant par ses hommes et le stock des métaux précieux qu'il possède, les physiocrates sont pour l'instauration d'un État de bien-être. Ce dernier n'est possible que si l'agriculture, seule source de richesse, est assez productive pour répondre aux besoins de tous. Les gouvernants devraient donc se préoccuper de l'amélioration de la qualité de vie et non de la question démographique (Vilquin, 2006). Quesnay pense que la population a tendance à s'accroître au-delà des quantités disponibles de subsistances. Une telle situation mènera inévitablement à la misère, c'est la thèse défendue par le courant pessimiste représenté principalement par Malthus.

### **3. La théorie de Malthus et les théories démo-économiques après Malthus**

#### **3.1. Le « principe de population » de Malthus**

Difficile de traiter la population sans citer **Thomas Robert Malthus** (1766-1834) et se positionner par rapport à lui. Le principal ouvrage de l'auteur est *Essai sur le principe de la population* édité la première fois en 1798 sans nom d'auteur puis réédité quatre fois au cours de sa vie (1806, 1807, 1817, 1826). Il est considéré comme un « *des premiers monuments de la science économique* » parce que sur les travaux de Malthus « *est fondée la théorie économique classique* » (Poursin & Dupuy, 1972).

Dans son célèbre *Essai*, qualifié par beaucoup d'auteurs de pamphlet, Malthus aborde la population comme une menace. Il a annoncé dans la première édition de son ouvrage ce que l'on appelle le *principe de population* en écrivant : « *Je dis que le pouvoir multiplicateur de la population est infiniment plus grand que le pouvoir de la terre de produire la subsistance de l'homme* ». Malthus représente par excellence le courant pessimiste selon lequel une population nombreuse et en forte croissance ne peut être qu'un fardeau pour l'économie et une source de pauvreté, de misère et de tant d'autres problèmes économiques et sociaux.

En critiquant les apports de Godwin, Condorcet et d'autres auteurs utopistes, pour qui les hommes pourront mener des vies heureuses avec peu de travail grâce au progrès scientifique capable de multiplier les subsistances, Malthus expose sa loi qui postule que les populations ont tendance à augmenter plus rapidement que les moyens de subsistance. Ces derniers ne peuvent augmenter que suivant une progression arithmétique alors que la population, si elle n'est pas arrêtée, croîtra selon une progression géométrique. Il a écrit à cet égard :

« *Prenant la population du monde avec un effectif quelconque, mille millions par exemple, l'espèce humaine s'accroîtrait comme la progression 1, 2, 4, 8, 16, 32, 64, 128, 256, 512, etc., et les subsistances comme 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, etc. En deux siècles un quart, le rapport des populations aux moyens de subsistance serait de 512 à 10 ; en trois siècles, de 4096 à 13 ; et en deux mille années, l'écart serait pratiquement incalculable, bien que la production, pendant ce temps, se fut accrue dans d'immenses proportions.* » (Cité par Dupâquier, 1980).

Ainsi, la propension des hommes à se multiplier (qui relève de l'instinct sexuel) tend inéluctablement à dépasser la capacité de la Nature à produire des subsistances en quantités suffisantes pour soutenir cette multiplication. Malthus avance que sa loi s'applique à toutes les espèces animales et végétales du fait qu'elle existe des divergences entre deux forces : l'instinct de reproduction rapide, insouciant et fort, qui s'oppose à l'incapacité radicale de la Terre de multiplier les subsistances au même rythme essoufflant (Vilquin, 2006). Le niveau de la croissance démographique sera de toute logique déterminée par l'évolution de la production alimentaire.

La Terre ne peut supporter au-delà de nombre d'hommes qu'elle peut nourrir. S'il y a trop de naissances, la misère régnera. Les produits alimentaires et l'espace ne suffiront pour entretenir une population nombreuse. L'ajustement entre les habitants et les subsistances se fera par la Nature qui va éliminer, après leur naissance, les individus excédentaires. Malthus a expliqué ceci dans le célèbre et l'effrayant apologue sur le *banquet de la nature* :

« Un homme qui est né dans un monde déjà possédé, s'il ne lui est pas possible d'obtenir de ses parents les subsistances qu'il peut justement leur demander, et si la société n'a nul besoin de son travail, n'a aucun droit de réclamer la moindre part de nourriture, et, en réalité, il est de trop. Au grand banquet de la nature, il n'y a point de couvert vacant pour lui ; elle lui ordonne de s'en aller, et elle ne tardera pas elle-même à mettre son ordre à exécution, s'il ne peut recourir à la compassion de quelques convives du banquet. Si ceux-ci se serrent pour lui faire place, d'autres intrus se présentent aussitôt, réclamant les mêmes faveurs. La nouvelle qu'il y a des aliments pour tous ceux qui arrivent remplit la salle de nombreux postulants. L'ordre et l'harmonie du festin sont troublés, l'abondance qui régnait précédemment se change en disette, et la joie des convives est anéantie par le spectacle de la misère et de la pénurie qui sévit dans toutes les parties de la salle, et par les clameurs importunes de ceux qui sont, à juste titre, furieux de ne pas trouver les aliments qu'on leur avait fait espérer » (Cité par Dumont, 1992).

À la différence des règnes animaux et végétaux, l'homme peut utiliser sa raison pour faire face aux dangers de la loi de population. Au lieu d'être éliminé par la Nature, l'homme peut ajuster sa descendance aux subsistances existantes de telle sorte que chaque individu évite la misère en n'engendrant que le nombre d'enfants qu'il est capable d'entretenir. À la stratégie destructrice de la Nature, Malthus préconise le retard des mariages et les contrôles volontaires de fécondité. Il faut donc adapter la nuptialité et la procréation aux subsistances.

En réalité, Malthus mentionne deux types de freins pour faire face au pouvoir multiplicateur de la population : les freins répressifs et les freins préventifs (Sandron, 2002). Les premiers sont constitués des famines, des épidémies, des guerres et des autres mécanismes régulateurs qui surgissent inévitablement en cas d'excès de population. Ils « se présentent comme une suite inévitable des lois de la nature » (*Essai*) et engendrent des décès résultant de la surpopulation. Les seconds sont le *vice* et la *contrainte morale*. Par *vice*, Malthus entend le libertinage, c'est à dire l'adultère, l'homosexualité, les avortements volontaires, la limitation des naissances par des moyens artificiels (la contraception), etc. Malthus, qui est un pasteur anglican il faut le signaler, est contre le *vice*, même s'il est efficace et le considère illicite et immoral. Quant à la *contrainte morale*, c'est l'abstention du mariage et la chasteté dans le célibat et même dans le mariage, c'est le seul moyen efficace et licite en même temps. L'homme ne doit se marier que lorsqu'il est en mesure d'entretenir dignement sa famille. Malthus écrit dans son *Essai* que « tout homme a le devoir de ne pas songer au mariage avant de s'être assuré qu'il peut suffire aux besoins de ses enfants. ».

Dans son œuvre, Malthus a présenté une véritable théorie démo-économique. En constatant le déséquilibre entre l'accroissement de la population et celui des subsistances, il a proposé des solutions pour ralentir la croissance démographique. Dans le premier *Essai*, l'excès de population est ajusté nécessairement par la mortalité (famines, épidémies, etc.). Dans les éditions suivantes, Malthus a mis l'accent sur la *contrainte morale* (recul de l'âge au mariage notamment) pour juguler l'accroissement de la population (Charbit, 1998). L'évolution de la théorie démographique de Malthus ne peut pas être dissociée de l'ensemble des pensées développées par les courants classique et néo-classique qui l'ont intégrée dans leurs explications de la croissance économique.

### 3.2. Les écoles classique et néo-classique et la théorie de population

Les différents auteurs de pensées dites classiques et néo-classiques en économie politique se trouvent diviser entre courants proches de Malthus et courants anti-Malthus.

### 3.2.1. Les penseurs classiques

**Adam Smith** (1723-1790), père du capitalisme libéral et prédécesseur de Malthus ne se sont pas intéressés directement à la question de population. Toutefois, il a intégré dans sa théorie des salaires une théorie du peuplement qui est, à vrai dire, une théorie de la population ouvrière (Alaoui, 1998). En partant de cette constatation qui a été reprise sans modification par Malthus dans son premier *Essai* « *c'est en proportion des moyens qu'elles ont de subsister que se reproduisent toutes les espèces animales* » (cité par Courtois, 1983), Smith a développé sa vision de la population.

Sur un marché quelconque, le prix est déterminé par la loi de l'offre et la demande. Le marché du travail, sur lequel se rencontrent les travailleurs et les employeurs n'échappent pas à cette loi. La confrontation entre la demande et l'offre du travail détermine le prix d'équilibre qui n'est rien d'autre que le salaire. Pour Smith, le niveau de population suit directement les mouvements des salaires. Si la main-d'œuvre est rare sur le marché du travail, le salaire montera ce qui va stimuler, selon Smith, la nuptialité et la fécondité. Par contre, une faible demande sur le travail comprime le salaire d'équilibre jusqu'au minimum de subsistance ce qui découragera les mariages et la natalité et, partant, l'accroissement démographique. Smith énonce que « *La règle générale est que les salaires élevés favorisent le mariage et inversement les salaires bas découragent les futurs époux* » (Cité par Nilson, 1952).

Il semble donc que le nombre des mariages et par conséquent le niveau de population est seulement déterminés par des considérations économiques (Nilson, 1952). Smith écrit dans ses *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776) :

« *C'est ainsi que la demande d'hommes règle nécessairement la production des hommes, comme fait la demande à l'égard de toute autre marchandise ; elle hâte la production quand celle-ci marche trop doucement, et l'arrête quand elle va trop vite. C'est cette demande qu'il règle et qui détermine l'état où est la propagation des hommes, dans tous les différents pays du monde, ...* » (Cité par Dumont, 1992).

Toutefois, Smith souhaite une population suffisante et assez dense pour faciliter la division du travail (Spengler, 1942). Une meilleure division du travail induirait selon lui, une augmentation conséquente des compétences des travailleurs, une amélioration de la productivité des ouvriers, une augmentation des richesses créées, une grande distribution des revenus, une extension du secteur manufacturier, une prospérité des activités commerciales et une demande de plus en plus accrue de la main-d'œuvre et donc des conditions favorables à la croissance démographique.

**David Ricardo** (1772-1823), un contemporain pro-Malthus de Malthus rejoint l'idée développée par Smith selon laquelle le niveau des salaires dans le marché du travail détermine le niveau de la fécondité. Il affirme également le principe de la pression de la population sur le niveau des subsistances introduit par Malthus. Selon Ricardo, le salaire d'équilibre sur le marché du travail tend inévitablement vers le salaire de subsistance ouvrière (salaire naturel), c'est-à-dire le salaire minimum nécessaire qui permet aux ouvriers de subsister et de perpétuer l'espèce humaine sans amélioration ni détérioration. Pour l'offre de travail, elle est parfaitement élastique et dépend uniquement de l'effectif de la population. L'évolution de cette dernière est guidée par la loi des salaires. Ricardo écrit dans son ouvrage *Des principes de l'économie politique et de l'impôt* (1817) :

« *C'est lorsque le prix courant du travail s'élève au-dessus de son prix naturel que le sort de l'ouvrier est réellement prospère et heureux, qu'il peut se procurer une plus grande quantité de ce qui lui est agréable à la vie et par conséquent élever et maintenir une famille robuste et nombreuse* » (Cité par Courtois, 1983).

Le salaire sur le marché de travail joue un rôle de régulateur de la population. Si les salaires sont supérieurs au salaire de subsistance et par conséquent les moyens de subsistance des

travailleurs sont au-dessus de minimum de subsistance, la population s'accroîtrait à un rythme plus rapide conformément à la théorie de Malthus. Cela va provoquer une augmentation de l'offre de travail qui ramènerait les salaires au niveau du salaire de subsistance. Au contraire, si les salaires sont inférieurs à ce minimum nécessaire, la population diminuera ; mais en réponse à la pénurie de la main-d'œuvre qui en résulterait, les salaires et la population augmenteraient à nouveau, tendant vers le niveau d'équilibre. C'est donc la loi des salaires qui détermine l'évolution de la population.

La *loi des rendements agricoles décroissants* développée par Ricardo dans son œuvre de 1817 conforte le principe de population de Malthus. En effet, avec l'augmentation de la population, on exploite de plus en plus des terres moins fertiles (de faible rendement) et le facteur travail devient de moins en moins productif ; le taux de profit, quant à lui, suivra une tendance baissière ce qui impactera négativement le niveau de production et par conséquent l'accroissement de la population. La loi des rendements décroissants conduirait à une baisse de la production par habitant. Cette baisse est d'autant plus accentuée que l'accroissement démographique est élevé et toute nouvelle augmentation de la population entraînerait une baisse de la production moyenne par travailleur. Face à la limitation des richesses produites, la population devrait cesser d'augmenter et, inversement, la multiplication des ressources stimulerait la croissance démographique. Il existe donc, selon Ricardo une relation de causalité entre l'accroissement des richesses et l'accroissement de la population (Fabra, 1974 cité par Dumont, 1992).

L'analyse démographique de **Jean-Baptiste Say** (1767-1832) se situe dans la lignée de Malthus. Cet extrait de son *Cours complet d'économie politique pratique*, paru en 1828, résume sa vision de la population :

« *De ces deux propositions incontestables, l'une que la population a une tendance à s'accroître progressivement, l'autre qu'elle ne peut pas dépasser les moyens d'exister, on peut donc déduire cette troisième proposition : c'est que la population d'un pays n'est jamais bornée que par ses produits.* » (Cité par Dumont, 1992).

Comme Malthus, Say affirme que les freins à l'accroissement démographique tels que les épidémies, les guerres, la cherté des denrées alimentaires, etc. ne sont pas suffisants pour empêcher la croissance de la population. C'est à l'homme d'agir en être conscient au lieu d'être guidé par les lois de la reproduction. Le bonheur de l'homme selon Say, passe par la limitation volontaire des naissances. Dans ce sens, Say préconise aux familles de restreindre leurs descendance et de faire des épargnes, car ce sont ces dernières qui vont leur permettre de consommer, outre leur revenu du travail, un autre revenu, celui de leur capital. Say a donc le mérite de lier la croissance démographique et l'accumulation du capital. Pour lui, il y a concurrence entre la constitution du capital et l'accroissement de la population. À ce propos, il a écrit dans le *Cours complet* un passage, devenu célèbre :

« *Les institutions les plus favorables au bonheur de l'humanité sont celles qui tendent à multiplier les capitaux. Il convient donc d'encourager les hommes à faire des épargnes plutôt que des enfants* » (Cité par Charbit, 1981).

**John Stuart Mill** (1806-1873) écrit dans ses *Principes d'économie politique* (1848) qu' « *on est parvenu à une densité de population suffisante pour permettre à l'humanité d'obtenir au plus haut point les avantages de l'action en commun et des relations sociales* » (Cité dans Mill, 2011). Pour lui, l'accroissement démographique est nocif. En effet, la croissance de la population fait jouer la loi des rendements décroissants et tire les salaires et les profits vers le bas, ce qui entraîne une baisse du niveau de vie. Mill est un fervent défenseur des contrôles de natalité : un père de famille nombreuse ne mérite, selon lui, que le mépris réservé aux ivrognes. Il espère un état stationnaire de la population et pour le réaliser, il pense que l'individualisme, le sens des responsabilités et l'esprit d'équipe sont des éléments indispensables pour réduire la fécondité. Il y ajoute aussi la généralisation et le développement du travail des femmes. L'État au nom de cet idéal de l'état stationnaire peut intervenir pour limiter les mariages et les

naissances. En somme, Mill appelle à un endiguement de la croissance démographique, non seulement pour assurer une meilleure satisfaction des besoins des hommes, mais aussi pour assurer la préservation d'une nature vierge de toute exploitation. Mill exprime déjà des préoccupations écologiques étonnamment actuelles (Bailleux & Ost, 2016).

Tandis que la plupart des penseurs classiques rejoignent les idées de Malthus, d'autres économistes néo-classiques développent des raisonnements à l'encontre de la loi de population.

### 3.2.2. Les économistes néo-classiques

Vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, de nombreuses hypothèses sur lesquelles l'école classique avait construit sa théorie de la croissance économique et de la population étaient de plus en plus remises en question. Les taux de natalité ont chuté dans certains pays occidentaux ; les importations des produits alimentaires ont compensé l'insuffisance des productions domestiques ; les changements sociaux, les progrès dans l'éducation/formation et le progrès technique ont contrebalancé la loi des rendements décroissants. Néanmoins, les questions qui continuent de dominer le débat sur la population et la croissance économique sont fondamentalement les mêmes que celles soulevées par Malthus et l'école classique.

**Vilfredo Pareto** (1848-1923) insiste sur les liens d'interdépendance entre changements démographiques et évolutions économiques. Il reconnaît cependant la complexité des relations entre population et économie. Il écrit dans ses *Cours d'économie politique* (1896) :

« *Des lois, extrêmement complètes et en partie inconnues, relie ensemble le taux des naissances, celui de la mortalité et les conditions économiques, sans qu'on puisse dire que l'un de ces phénomènes soit la cause des autres. Il faut nous représenter ces phénomènes comme ceux des mouvements du corps qui s'attirent réciproquement.* » (Cité par Dumont, 1992).

L'analyse démo-économique de Pareto introduit la pluralité des facteurs qui influence l'évolution de la population : désir de satisfaire l'instinct sexuel, désir d'avoir des enfants, mode d'organisation sociale, méthode utilisée pour produire, manière dont s'exercent les droits de propriété, etc. sans négliger l'importance des facteurs psychologiques. (Véron, 1985).

Bien que reconnaissant l'interdépendance, Pareto privilégie l'impact de l'économique sur le démographique. « *L'influence des conditions économiques paraît prépondérante, soit sur les individus en particulier, soit pour former la coutume à laquelle la masse cède* » (cité par Dumont, 1992). Il s'éloigne de Malthus et de Ricardo par sa vision optimiste de l'avenir. La production d'enfants dépend de motifs subjectifs (l'augmentation des richesses créées par exemple permettrait aux hommes de mener une vie aisée ce qui freinerait la fécondité) et de motifs objectifs (l'augmentation du prix de blé limiterait la nuptialité et la natalité à titre d'exemple).

Pour **Alfred Marshall** (1842-1924), la croissance de la population, si elle n'est pas contrôlée par d'autres facteurs, doit finalement être freinée par la difficulté d'obtenir des ressources notamment naturelles. Cela implique, entre autres, l'apparition des rendements décroissants. En effet, l'idée selon laquelle, toutes choses étant égales par ailleurs, les rendements décroissants apparaissent dans l'économie dans son ensemble a été acceptée par la majorité des économistes à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle. Ainsi, Marshall estime qu'après que le rapport des travailleurs aux ressources ait dépassé un certain point, une nouvelle croissance démographique entraînerait une baisse de la production moyenne par travailleur (Caldari, 2004). Mais en dépit de la loi des rendements décroissants, la pression de la population sur les ressources peut être limitée, selon lui, pendant longtemps par l'accès à de nouvelles sources d'approvisionnement, par la réduction des coûts des transports ferroviaires et maritimes, par le développement des connaissances et par l'amélioration de l'organisation productive (Caldari, 2004).

L'opinion selon laquelle les rendements croissants pourraient prédominer a été retenue par Marshall qui a affirmé dans ses *Principes d'économie politique* (1890) que :

« Tandis que le rôle que la nature joue dans la production montre une tendance à des rendements décroissants, le rôle que l'homme joue montre une tendance à augmenter les rendements. » (Cité par Spengler, 1955).

Les rendements croissants trouvent leur origine dans les économies dégagées au fur et à mesure que le volume global de la production augmente. Ces économies sont le résultat d'une augmentation des connaissances, d'une plus grande spécialisation de la main-d'œuvre et de la mécanisation, d'une meilleure implantation des industries, d'une utilisation plus efficace des facteurs de production, des moyens de communication meilleurs et plus rapides, d'un marketing plus efficace et d'autres améliorations organisationnelles. Toutefois, Marshall avance qu'il est indispensable d'éviter les mariages précoces afin d'éviter une croissance démographique qui serait nuisible à l'économie (Spengler, 1955). Les ressources et les terres disponibles d'un pays étant limitées, la croissance démographique élevée aurait tendance à avoir un effet négatif sur les niveaux de vie de la population vu que la production à partir des terres (agriculture, extraction des mines, sylviculture, etc.) est très inélastique.

En affirmant le rôle des rendements croissants dans l'accroissement des subsistances, Marshall réfute le malthusianisme et se croise ainsi avec les socialistes qui rejettent catégoriquement le principe de population.

### 3.3. Les socialistes : la surpopulation est le produit du capitalisme

Les auteurs socialistes ont concentré leur attention sur la lutte des classes sociales et la misère de la classe ouvrière qui accompagne le développement du capitalisme. Ils critiquent farouchement Malthus et refusent que les pauvres ouvriers soient déclarés coupables de l'excès de population sur les subsistances. Citons à ce niveau la fameuse phrase de Pierre-Joseph Proudhon : « *Il n'y a qu'un seul homme de trop sur la Terre : c'est Monsieur Malthus !* » (cité par Vilquin, 2006). Les socialistes inversent le raisonnement de Malthus : la surpopulation, s'il existe, est le résultat de la misère et non sa cause. Pour eux, c'est l'injustice et l'inégalité de la répartition des richesses qui, quels que soient les effectifs de la population, génèrent la pauvreté d'une partie de la société et font croire à une surpopulation.

**Karl Marx** (1818-1883) explique la surpopulation par les mécanismes propres au régime capitaliste. Il critique violemment la loi de population qui affirme qu'en tout lieu et en tout temps, la population croît plus vite que les subsistances. Si Malthus fait de sa loi une loi naturelle, Marx en fait une loi historique qui n'est valable que pour le système capitaliste. Il écrit dans son ouvrage phare *le capital* (1867) : « *Une loi de population abstraite et immuable n'existe que pour la plante ou l'animal, et encore seulement tant qu'ils ne subissent pas l'influence de l'homme* » (cité par Drouin, 2012). Pour lui, le niveau de la population est plutôt déterminé par les conditions sociales et économiques qui prévalent dans les différentes sociétés. Il insiste sur le fait que chaque mode de production a sa propre loi de population.

Pour Marx, il n'existe pas de surpopulation absolue, mais de *surpopulation relative* liée au capitalisme, une surpopulation qui est dans l'intérêt de la bourgeoisie. En effet, Marx distingue entre deux types de capital : le capital constant qui regroupe le capital fixe et circulant (immeubles, équipements, machines, etc. et les consommations intermédiaires) ; et le capital variable qui est constitué des salaires versés aux ouvriers en échange de leur force de travail. De ces deux capitaux, seul le capital variable est créateur de plus-value. Pour l'entrepreneur capitaliste, dégager une plus-value importante passe par une rétribution la moins possible de capital variable. Il faut donc que l'offre de la *marchandise-travail* soit la plus nombreuse possible comparativement à la demande de travail ; l'excédent de population, en faisant pression sur les salaires, améliore le taux de profit. L'idéal pour l'entrepreneur est donc une situation de surpopulation qui permettra d'avoir de la main-d'œuvre bon marché. Ainsi se constitue une « *armée de réserve d'ouvriers* » qui comprend, en plus des ouvriers qui n'arrivent pas à trouver un emploi, ceux évincés par le machinisme. En somme, le mode de production

capitaliste engendre un sous-produit dont il se nourrit en même temps : le prolétariat. Les capitalistes y puisent et y rejettent les ouvriers selon les besoins en main-d'œuvre de leurs activités.

Certains socialistes s'affirment malthusiens. **Charles Fourier** (1772-1837) pense, comme Malthus que « *l'homme sensé veut n'avoir qu'un petit nombre d'enfants, afin de leur assurer la fortune sans laquelle il n'est point de bonheur. On n'aura donc à redouter que le déficit (de population) ; et on prendra des mesures pour exciter cette fécondité* » (cité par Dumont, 1992). **Jean de Sismondi** (1773-1842) de sa part condamne fermement le capitalisme égoïste qui multiplie la misère. Cette dernière rend les pauvres plus féconds ; il faut donc, pour lui, leur enseigner la prévoyance (éducation, épargne, etc.) (Vilquin, 2006).

### 3.4. Ester Boserup : une anti-malthusienne

**Ester Boserup** (1910-1999) a réfuté les théories anti-population en inversant le paradigme malthusien. Dans son ouvrage *Évolution agraire et pression créatrice* (1965), elle démontre que la croissance démographique peut être bénéfique. Pour Malthus, la quantité de subsistance, peu élastique, détermine le volume de la population qui ne peut augmenter que si la production agricole s'élève. Boserup a abordé la relation subsistance-population en suivant un enchaînement inverse des causes. Pour elle, c'est la pression démographique qui conditionne les techniques agraires et par conséquent la quantité des subsistances existantes. Une surpopulation exerce une pression sociale qui se traduit par des innovations (Fischer-Kowalski et al., 2014).

En analysant l'histoire des dynamiques agraires de plusieurs régions du monde, Boserup a établi des liens de causalité entre la densité de population et les systèmes de culture adoptés (cueillette, agriculture itinérante, sédentaire, jachère, etc.). Au lieu d'être dépendant (la vision de Malthus), l'accroissement démographique est une variable indépendante qui agit sur les techniques agricoles adoptées et donc sur la propension à produire davantage de subsistances. « *l'accroissement de la population est le principal facteur qui détermine le changement* » (cité par Fourquin, 1972). Le pessimisme malthusien selon lequel la population et la production alimentaire augmentent respectivement en termes géométriques et arithmétiques n'a pas de raison d'être puisque la seconde est déterminée par la première.

Les idées des pro-Malthus et des anti-Malthus ont été reprises pour former le socle d'une réflexion intermédiaire qui s'intéresse à l'optimum de population.

### 3.5. Les partisans de l'optimum de population

La théorie de l'optimum de population a été développée par Edwin Cannan dans son livre *Wealth* (1924) bien que Platon, Jean de Sismondi, Richard Cantillon et d'autres ont abordé la question de l'optimum de population. En effet, l'idée est assez explicite dans *les lois* de Platon où le nombre idéal de citoyens pour une cité est évalué à 5040 citoyens (Wolfe, 1936). L'idée de cette théorie est simple : il existe une population « optimale » entre la population considérée trop nombreuse par certains et peu nombreuse par d'autres. La détermination des conditions théoriques de cet optimum et sa traduction concrète pour les différentes populations devraient constituer l'objectif ultime de la démographie (Landry, 1934).

Parler d'un optimum c'est déterminer un critère à optimiser. La définition d'un optimum de population est donc une tâche très délicate du fait que tout déplacement de critère choisi provoque un glissement de l'optimum. La population optimale est « *celle qui assure de la façon la plus satisfaisante la réalisation d'un objectif donné* » (Sauvy, 1952). Or les objectifs à réaliser sont divergents. Il s'agit, à titre d'exemple, d'objectifs économiques (maximiser le revenu par habitant), d'objectifs géopolitiques (maintenir une puissance militaire), d'objectifs démographiques (assurer le renouvellement des générations), d'objectifs sanitaires (allonger l'espérance de vie) ou d'objectifs écologiques comme défendus par le club de Rome. Dans ce

dernier cas, Ehrlich P. et Ehrlich A. avancent que « *l'heure est venue pour l'humanité d'évaluer soigneusement ses ressources, ses aspirations, ses chiffres de population, et de tenter de déterminer en connaissance de cause la taille optimale de la population, tant pour chaque pays que pour le monde dans son ensemble.* » (Cité par Sandron, 2002). Pour Robbins, la population optimale est un effectif où la population n'est ni trop nombreuse ni peu nombreuse, mais suffit juste à assurer un rendement maximal par habitant dans des conditions de production données (Dalton, 1928).

La théorie économique est sans aucun doute celle qui a le plus approfondi la problématique de l'optimum de population. Elle propose de le construire en se basant sur le principe des rendements croissants et décroissants. Il faut d'abord un minimum de population pour assurer l'organisation des activités économiques. Une forte densité de population favorise la division de travail et assure donc des économies d'échelle, mais la loi des rendements décroissants s'applique à un certain niveau de population et anéantit les gains liés à une augmentation de la population.

Pour certains économistes, le rendement des activités économiques augmente d'abord puis diminue au fur et à mesure que l'effectif d'une population croît (Cannan, 1888). En faisant jouer l'évolution de la productivité moyenne et marginale, l'optimum de population est atteint lorsque la productivité marginale s'annule, c'est à dire au moment où un individu supplémentaire n'apporte rien de plus à la société. Au-delà de ce stade, tout surplus de population entraîne une dégradation des productivités (la productivité moyenne chute et la productivité marginale devient négative), ce qui signifie qu'une personne supplémentaire coûte à l'économie plus qu'elle ne rapporte. L'optimum est à rechercher donc dans le point de retournement des productivités.

Les critiques formulées à l'encontre de la théorie de l'optimum de population sont nombreuses. La première concerne la définition de l'optimum lui-même : vaut-il mieux assurer un bien-être satisfaisant à un grand nombre de personnes ou avoir une population peu nombreuse bénéficiant d'un niveau élevé de bien-être ?

Une deuxième critique importante est celle de la profusion des critères d'optimalisé et leur subjectivité. Entre une population peu nombreuse et une population assez nombreuse, il existe une large zone optimale dans laquelle le choix d'un optimum est ouvert et dépend du critère ou des critères choisis par telle société à telle époque pour définir sa population optimale (Vilquin, 2006).

Enfin, la troisième limite concerne l'aspect statique de l'optimum de population alors qu'il ne peut être que dynamique. L'évolution incessante de l'environnement rend difficile la fixation d'un optimum. Ce dernier se déplacera constamment en raison de l'instabilité des critères choisis et de l'apparition de nouvelles variables susceptibles de l'influencer, d'où la nécessité de raisonner avec la clause « *toutes choses étant égales par ailleurs* ».

#### **4. Conclusion :**

La problématique des rapports de la population à la croissance économique n'a pas encore reçu de réponses satisfaisantes. Les liens entre démographie et richesse ne peuvent être compris qu'en remontant plus loin dans le passé. La question de la relation entre les variables démographiques et la croissance économique a fait l'objet d'innombrables études qui ont essayé d'approuver, valider et justifier les interactions existantes. Les théories en la matière sont inséparables du contexte dans lequel elles naissent et appellent à prendre en compte leur contingence historique, géopolitique et socio-économique. La Figure 1 donne une vue synoptique de quelques réflexions et théories démoéconomiques.

L'analyse remontante et rétrospective des liens démographie/économie fournit des explications divergentes. D'un côté, les écrits d'inspiration malthusienne qui attribuent des conséquences

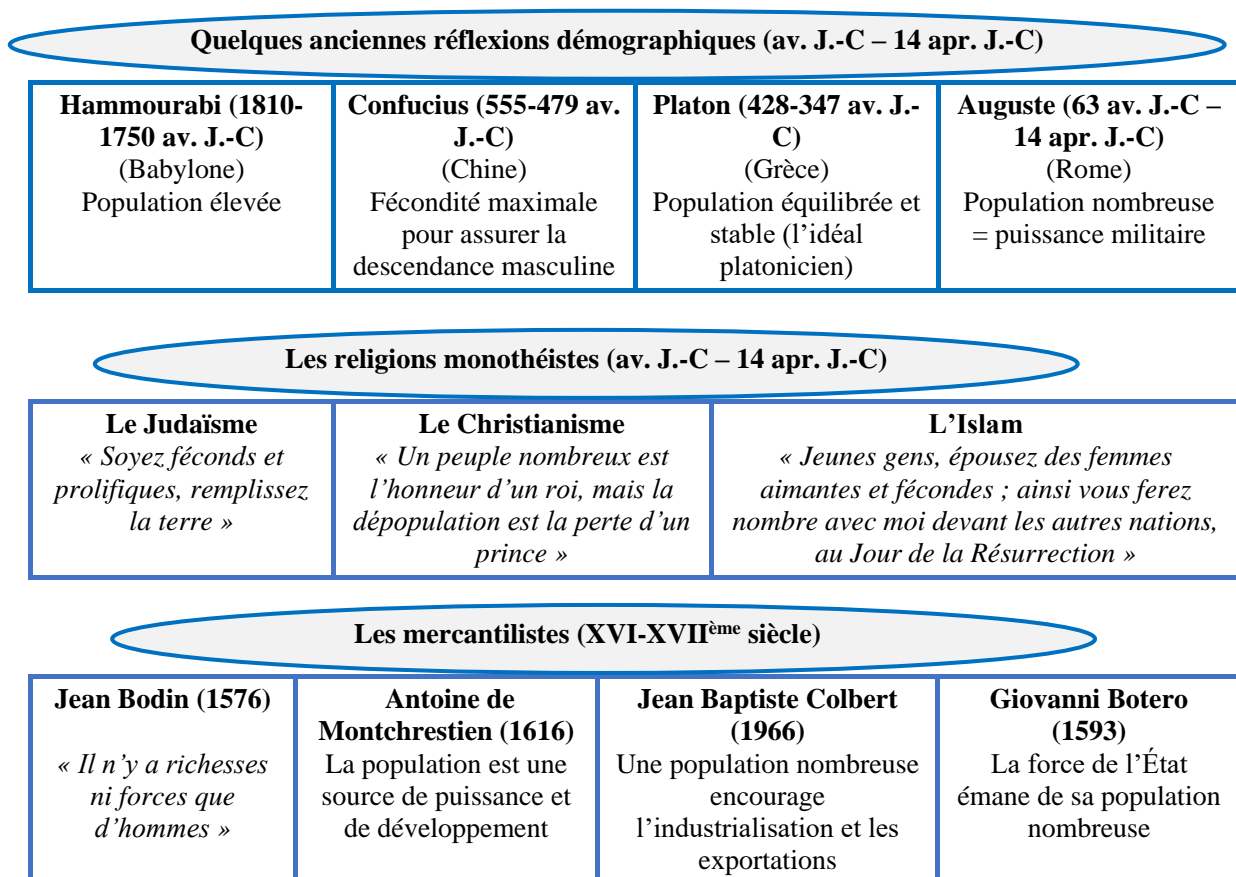


négatives à la croissance démographique. Inversement, les penseurs populationnistes défendent les bienfaits de la pression démographique sur les variables économiques.

Selon le corpus théorique, les conséquences d'un fort accroissement de la population seront positives, négatives, variables ou non problématiques. Parmi les arguments valorisant une population surnuméraire et en fort accroissement, citons une division plus efficace du travail, l'allocation des ressources à des investissements productifs, la pression créatrice exercée sur les processus d'innovation, la création de nouveaux débouchés pour la production, la création d'infrastructures de grande envergure et les économies d'échelle qui en découlent, etc. Parmi les arguments visant à mettre en avant les effets négatifs, rappelons la baisse du ratio production par tête, la diminution de la propension à épargner, la hausse du chômage dans un marché du travail saturé et son corollaire diminution de taux de salaire, l'allocation des ressources à des investissements non productifs, etc.

Après cette rétrospective, nous nous rendons compte que la question démographique a été présente tout le temps dans les réflexions des économistes et des décideurs. Son importance a été plus ou moins grande selon les théories et les époques. Nous remarquons aussi qu'une grande partie des travaux traitant des questions démographiques ont été effectués en privilégiant le volume de la population sans tenir compte sa structure par âge. C'est pourquoi, à partir des années 1990, des analyses théoriques et statistiques de grande ampleur ont été menées pour comprendre, voire quantifier les effets des changements de structure par âge d'une population sur les variables économiques. Le paradigme de dividende démographique en est une bonne illustration.

**Figure 1 : Chronologie et filiations de quelques idées et théories démo-économiques**



**Les physiocrates (XVIII<sup>ème</sup> siècle)**

<p><b>Richard Cantillon (1755)</b> La quantité des subsistances qui détermine le nombre des hommes</p>	<p><b>Victor de Mirabeau (1756)</b> Les rapports entre richesse et population sont réciproques</p>	<p><b>François Quesnay (1758)</b> « L'augmentation de richesse [agricole] assure l'augmentation de la population »</p>
--	--	--

**Les classiques (XVIII<sup>ème</sup> siècle)**

<p><b>Adam Smith (1776)</b> La population déterminée par l'économie « La règle générale est que les salaires élevés favorisent le mariage et inversement les salaires bas découragent les futurs époux »</p>	<p><b>Thomas Malthus (1798)</b> Le principe de la population « Je dis que le pouvoir multiplicateur de la population est infiniment plus grand que le pouvoir de la terre de produire la subsistance de l'homme »</p>
--	---

**Les libéraux (XIX<sup>ème</sup> siècle)**

<p><b>Jean-Baptiste Say (1803)</b> Épargner plutôt qu'enfanter « Les institutions les plus favorables au bonheur de l'humanité sont celles qui tendent à multiplier les capitaux. Il convient donc d'encourager les hommes à faire des épargnes plutôt que des enfants »</p>	<p><b>David Ricardo (1817)</b> Loi des salaires et population « C'est lorsque [le salaire s'élève que l'ouvrier] peut se procurer une plus grande quantité de ce qui lui est agréable à la vie et par conséquent élever et maintenir une famille robuste et nombreuse »</p>	<p><b>Jean Stuart Mill (1858)</b> L'état stationnaire « On est parvenu à une densité de population suffisante pour permettre à l'humanité d'obtenir au plus haut point les avantages de l'action en commun et des relations sociales »</p>
--	---	--

**Les socialistes (XIX<sup>ème</sup> siècle)**

<p><b>Charles Fourier (1829)</b> La fécondité faible « L'homme sensé veut n'avoir qu'un petit nombre d'enfants, afin de leur assurer la fortune sans laquelle il n'est point de bonheur »</p>	<p><b>Karl Marx (1858)</b> Le capitalisme seule cause de la surpopulation « Une loi de population abstraite et immuable n'existe que pour la plante ou l'animal, et encore seulement tant qu'ils ne subissent pas l'influence de l'homme »</p>
---	--

**Les néoclassiques (XIX<sup>ème</sup> siècle)**

<p><b>Vilfredo Pareto (1897)</b> La dépendance population-économie « Des lois, extrêmement complètes et en partie inconnues, relient ensemble le taux des naissances, celui de la mortalité et les conditions économiques, sans qu'on puisse dire que l'un de ces phénomènes soit la cause des autres »</p>	<p><b>Alfred Marshall (1890)</b> Les rendements croissants « Tandis que le rôle que la nature joue dans la production montre une tendance à des rendements décroissants, le rôle que l'homme joue montre une tendance à augmenter les rendements »</p>
---	--

Source : Élaboré par les auteurs

**Références :**

- (1) Alaoui, M. M. (1998). *Démographie : doctrine, théorie et analyse*. Najah El Jadida.
- (2) Bailleux, A., & Ost, F. (2016). Six hypothèses à l'épreuve du paradigme croissanciel.

- Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, 77(2), 27–53.  
<https://doi.org/10.3917/riej.077.0027>
- (3) Barre, R. (1969). *Économie politique, Tome 1*. PUF.
  - (4) Barro, R. J. (1996). *Determinants of Economic Growth: A Cross-Country Empirical Study*. MIT Press. <https://doi.org/10.3386/w5698>
  - (5) Basu, A., & Basu, K. (2014). *The prospects for an imminent demographic dividend in Africa: The case for cautious optimism*. <https://doi.org/10.35188/UNU-WIDER/2014/774-5>
  - (6) Becker, G. S., Murphy, K. M., & Tamura, R. (1990). Human Capital, Fertility, and Economic Growth. *Journal of Political Economy*, 98(5), S12–S37. <http://www.jstor.org.ressources.imist.ma/stable/2937630>
  - (7) Blanchet, D. (1991). *Modélisation démo-économique : conséquences économiques des évolutions démographiques*. Institut national d'études démographiques , PUF.
  - (8) Bloom, D. E., & Canning, D. (2008). Global Demographic Change: Dimensions and Economic Significance. *Population and Development Review*, 34, 17–51.
  - (9) Bloom, D. E., & Freeman, R. B. (1986). The Effects of Rapid Population Growth on Labor Supply and Employment in Developing Countries. *Population and Development Review*, 12(3), 381–414. <https://doi.org/10.2307/1973216>
  - (10) Boserup, E. (1985). Economic and Demographic Interrelationships in sub-Saharan Africa. *Population and Development Review*, 11(3), 383–397. <https://doi.org/10.2307/1973245>
  - (11) Brander, J. A., & Dowrick, S. (1994). The role of fertility and population in economic growth. *Journal of Population Economics*, 7(1), 1–25. <https://doi.org/10.1007/BF00160435>
  - (12) Caldari, K. (2004). Alfred Marshall's idea of progress and sustainable development. In *Journal of the History of Economic Thought* (Vol. 26, Issue 4). <https://doi.org/10.1080/1042771042000298733>
  - (13) Cannan, E. (1888). *Elementary political economy*. Oxford University Press.
  - (14) Chapra, M. U. (2008). Ibn Khaldun's theory of development: Does it help explain the low performance of the present-day Muslim world? *Journal of Socio-Economics*, 37(2), 836–863. <https://doi.org/10.1016/j.socec.2006.12.051>
  - (15) Charbit, Y. (1981). *Du Malthusianisme au Populationnisme : les économistes français et la population 1840-1870*. INED/PUF.
  - (16) Charbit, Y. (1998). Malthus populationniste ? Une lecture transdisciplinaire. *Population*, 53(1–2), 113–138. <https://doi.org/10.2307/1534239>
  - (17) Courtois, C. (1983). Ricardo et la population. *Revue d'économie Politique*, 93(2), 197–210.
  - (18) Dalton, H. (1928). The Theory of Population. *Economica*, 22, 28. <https://doi.org/10.2307/2548383>
  - (19) Drouin, J. C. (2012). 5. Karl Marx, économiste militant. In *Les grands économistes* (pp. 49–62). PUF.
  - (20) Dumont, G. F. (1992). *Démographie, analyse des populations et démographie économique*. Dunod.
  - (21) Dupâquier, J. (1980). Avez-vous lu Malthus ? *Population (Paris)*, 35(2), 279–290. <https://doi.org/10.2307/1532581>
  - (22) Ehrlich, P. R. (1968). *The population bomb*. Ballantine Books.
  - (23) Fischer-Kowalski, M., Krausmann, F., Mayer, A., & Schaffartzik, A. (2014). Boserup's Theory on Technological Change as a Point of Departure for the Theory of Sociometabolic Regime Transitions. In *Ester Boserup's Legacy on Sustainability* (pp. 23–42). Springer Netherlands. [https://doi.org/10.1007/978-94-017-8678-2\\_3](https://doi.org/10.1007/978-94-017-8678-2_3)
  - (24) Fourquin, G. (1972). Ester Boserup, Évolution agraire et pression démographique. Trad,

- de l'anglais par le Dr Métadier. *Études Rurales*, 174–175.
- (25) Gay-Sterboul, S. (1974). Confucius, ses disciples et la population. *Population*, 29(4–5), 771–794. <https://doi.org/10.2307/1530399>
- (26) Issawi, C. P. (1987). *An Arab philosophy of history : selections from the Prolegomena of Ibn Khaldun of Tunis (1332-1406)*. Darwin Press Inc.
- (27) Kelley, A. C., & Schmidt, R. M. (2005). Evolution of recent economic-demographic modeling: A synthesis. *Journal of Population Economics*, 275–300.
- (28) Kuznets, S. (1967). Population and Economic Growth. *Population Problems*, 111(3), 170–193. <https://www.jstor.org/stable/985714>
- (29) Landry, A. (1934). *La révolution démographique: Étude et essai sur les problèmes de la population*. INED.
- (30) Landry, A. (1949). Cantillon. In *Traité de Démographie* (pp. 517–519). Payot Bibliothèque Scientifique.
- (31) Malthus, T. R. (1798). *An essay on the principle of population*. (Reprinted in 1970). Penguin, Harmondsworth.
- (32) Mason, A. (1988). Saving, Economic Growth, and Demographic Change. *Population and Development Review*, 14(1), 113–144. <https://doi.org/10.2307/1972502>
- (33) Mill, J. S. (2011). De l'état stationnaire. *La Découverte / Revue de MAUSS*, 1(37), 419–425. <https://www.cairn.info/revue-du-mauss-2011-1-page-419.htm>
- (34) Nilson, S. S. (1952). La théorie de population d'Adam Smith. *Population (French Edition)*, 7(3), 477–484. <https://doi.org/10.2307/1524265>
- (35) Overbeek, J. (1973). Mercantilism, Physiocracy and Population Theory. *South African Journal of Economics*, 41(2), 108–113. <https://doi.org/10.1111/j.1813-6982.1973.tb00360.x>
- (36) Poursin, J. M., & Dupuy, G. (1972). *Malthus*. Éditions du Seuil.
- (37) Quesnay, F. (1751). Fermier. In *L'Encyclopédie, 1er Éd* (Vol. 6, pp. 527–541).
- (38) Rodinson, M. (1965). Ibn Khaldoun, Les textes économiques de la Moqaddima (1375–1379). *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, 3, 632–633.
- (39) Roussel, A. (1980). *Histoire des doctrines démographiques*. Nathan.
- (40) Sandron, F. (2002). Croissance économique et croissance démographique théories, situations, politiques. In *Le monde en développement : démographie et enjeux socio-économiques*. Charbit Y. (dir.) (pp. 15–42). La Documentation Française.
- (41) Sauvy, A. (1952). *Théorie générale de la population : économie et croissance*. PUF.
- (42) Spengler, J. (1942). Pre-Eighteenth-Century Population Theory. In *French Predecessors of Malthus, a Study in Eighteenth-Century Wage and Population Theory*. (pp. 3–43). Duke University Press.
- (43) Spengler, J. (1955). Marshall on the Population Question . I. *Population Studies*, 8(3), 264–287. <https://www.jstor.org/stable/172487?seq=1>
- (44) Stangeland, C. E. (1904). *Pre-Malthusian doctrines of population : a study in the history of economic theory*. Columbia University Press.
- (45) Véron, J. (1985). Les interactions démo-économiques dans la théorie de Pareto. *La Notion de Révolution Scientifique En Économie*, 16p.
- (46) Vilquin, É. (2006). Histoire de la pensée économique jusqu'au 1940. In *Démographie : analyse et synthèse*. Sous la direction de G. Casselli, J. Vallin et G. Wunsch. (pp. 11–53). INED.
- (47) Wolfe, A. B. (1936). The Theory of Optimum Population. *The American People : Studies in Population*, 188, 243–249. <http://www.jstor.com/stable/1020376>
- (48) World Bank. (1984). *World Development Report 1984*. Oxford University Press.